

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

**PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET H
HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES ET RURALES DU GRAND NORD
D'HAÏTI**

GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)

ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

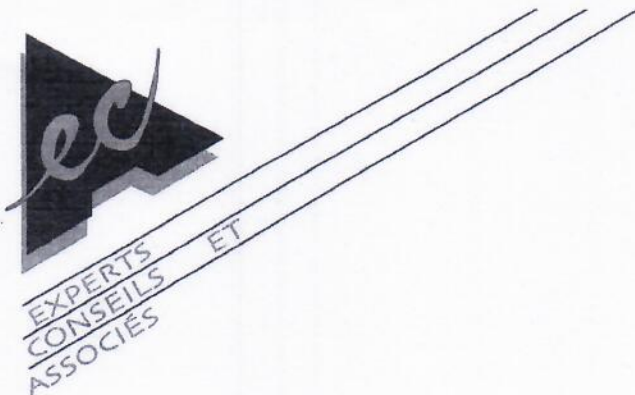
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES
ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)
ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS
Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Projet	1 – 4
Objectifs et Étendue de l'Audit	4 – 8
Résultats de l'Audit	8 – 14
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	15 - 17
États des Flux de Trésorerie	18
États des Investissements Cumulés	19
Notes afférentes aux États Financiers	20 – 27
Annexes I - II - III	
Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	28 – 30
Résultats	31 – 51



MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES
ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)
ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021

RAPPORT D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Le 5 août 2021

Monsieur Guito EDOUARD
Directeur Général
Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)
Pétion-Ville, Haïti

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, géré par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accord de Don No. 4697/GR-HA, qui sont composés de: l'état des montants reçus et des dépenses effectuées pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021, l'état des investissements cumulés au 31 mars 2021, ainsi qu'un résumé des règlements comptables importants et tous autres renseignements explicatifs du projet. La Direction de la DINEPA est responsable de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROJET

Le 15 mars 2019, la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un Accord de Don No. 4697 / GR-HA pour coopérer à l'exécution du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti. Le projet est devenu éligible au premier décaissement en date du 20 avril 2020 et est exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'UEP évoluant sous le contrôle de l'OREPA Nord. Le projet est prévu pour une durée de six (6) ans.

L'organisme d'exécution du Projet est la Direction Nationale de L'Eau Potable et de L'Assainissement (DINEPA) qui est placée sous la tutelle du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), à travers l'Unité d'Exécution du Projet (UEP) basée dans le Nord par délégation de gestion à l'Office Régional d'Eau Potable et D'Assainissement Nord (OREPA-Nord). Un manuel d'Operations est défini pour la gestion du projet, spécifiant les responsabilités de chaque partie et les procédures administratives et financières.

Les Offices Régionaux d'Eau Potable et D'Assainissement (OREPA) sont des entités publiques relevant de la DINEPA, créées en vue d'assurer l'exploitation commerciale et opérationnelle des systèmes d'eau et d'assainissement. Une Unité d'Exécution du Projet (UEP) est constituée au niveau de l'OREPA Nord pour l'exécution du Projet d'Eau, d'Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, Accord de Don No. 4697/GR-HA.

L'objectif du Projet est d'améliorer les conditions de vie des ménages en termes d'accès aux services de base dans le Grand Nord d'Haïti via (i) le renforcement de la régulation du secteur en accentuant sur la gestion et de gestion technique et commercial des Centres Techniques d'Exploitation (CTE), (ii) l'augmentation de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement, et aux pratiques d'hygiène des résidents urbains ; et (iii) l'augmentation de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement, et aux pratiques d'hygiène des résidents ruraux.

Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le projet comporte les trois (3) composantes suivantes:

Composante 1. Amélioration de la régulation du secteur et de gestion technique commerciale des CTE

Cette composante financera le renforcement, de manière équitable, de la régulation et la gestion des structure prestataires de services d'eau et d'assainissement à travers une réorganisation et la mise en place d'une assistance technique au bénéfice du CTE du Cap-Haïtien ; (ii) un appui à la supervision en matière de gestion de ce contrat par l'OREPA Nord pour le compte de la DINEPA ; (iii) des campagnes de communication pour améliorer la transparence au niveau du secteur et, informer la population du coût des connexions et de l'existence d'un numéro de service à la clientèle pour adresser leurs plaintes et demander des informations ; (iv) la conception de mise en œuvre d'un plan de monitoring des eaux exploitées ; (v) un objet pilote de formation et d'accès au microcrédit pour les femmes appuyant leurs engagement comme opératrices ; (vi) l'élaboration d'une stratégie d'assainissement pour les zones urbaines d'Haïti qui s'inspirera d'expériences de projets pilotes ; (vii) un appui matériel, technique et financier aux CTE, à l'OREPA Nord, à la DINEPA et aux Unités Rurales Départementales (URD) pour renforcer leurs capacités; et (viii) un appui à la gestion de l'informalité sectorielle.

Composante 2. Investissement prioritaires en Eau Potable, en Assainissement et Hygiène dans les localités urbaines dans le Grand Nord d'Haïti

Cette composante financera l'amélioration de l'accès aux services d'eau gérés de manière sécurisée au Cap-Haitien, aux Gonaïves et dans d'autres villes du Nord d'Haïti. Selon la modalité de Programme à travaux multiples (PMT), l'échantillon du PMT est constitué des infrastructures d'approvisionnement au Cap-Haitien et correspond à environ 52% du financement de cette composante. Les travaux suivants de l'échantillon seront financés: (i) environ 256 km de réseaux d'eaux potable ; (ii) environ 11 KM de lignes de décharge ; et (iii) l'équipement de la perforation des forages. La composante financera également des travaux de densification de réseaux qui seront réalisés en régie avec l'appui d'une firme de consultation aux CTE de Ouanaminthe, des Cayes, de Port-de-Paix et de Jacmel. Les autres projets que cette composante financera, devront satisfaire les critères d'éligibilité prévus dans la clause 4.08 (a) des Dispositions particulières.

Dans le cadre de cette composante, des projets pilotes d'assainissement, y compris la réalisation de réseaux d'assainissement ainsi que l'amélioration des installations sanitaires dans les bâtiments publics du Cap-Haitien seront également financés.

Composante 3. Investissement prioritaires en eau potable, assainissement et Hygiène dans les localités rurales dans le Nord d'Haïti

Cette composante financera, selon la modalité PMT, l'amélioration de l'accès de la population rurale aux services d'eau et d'hygiène élémentaires et la réduction du taux de défécation plein air via une intervention dans environ 32 section communales qui constituent l'échantillon. Les travaux d'infrastructure, à exploiter et à entretenir qui seront financés comprennent : (i) la protection des sources ; (ii) la réhabilitation d'environ 43 petits aqueduc ruraux par gravitation; (iii) le renforcement de département hydro géographique de la DINEPA ; et (iv) la construction et la réhabilitation en régie d'environ 148 puits à pompe manuelle. Les autres projets que cette composante financera devront satisfaire les critères d'éligibilité prévus dans la Clause 4.08(b) des Dispositions particulières. Cette composante financera également le renforcement des capacités de gestion et d'assistance technique aux projets ruraux de l'OREPA Nord.

Administration du Projet

Le projet financera : (i) l'Unité d'exécution du Projet (UEP) au sein de l'OREPA Nord incluant le personnel nécessaire pour l'exécution du projet ; (ii) les coûts des évaluations du Projet, ainsi que des audits externes ; et (iii) un mécanisme de gestion des griefs et plan de dialogue avec les parties prenantes.

Coût du projet et sources de financement

Le coût total du projet est estimé à cent vingt- cinq million de Dollars (125, 000, 000 USD). Une réallocation des lignes budgétaires a été effectuée pour répondre au plan de préparation et de réponse au programme d'urgence pour lutter contre le COVID 19. Un récapitulatif des coûts ventilés du Projet par catégorie d'investissement est présenté dans le tableau ci-dessous:

**Coût et Financement
(en USD)**

Composantes	Budget initial	Budget réalloué	%
Composante 1 : Amélioration de la régulation du secteur et de la gestion technique et commercial des CTE	10,020, 000	18,141,511	15,0
Composante 2 : Investissements prioritaires en eau potable, Assainissement et hygiène dans les localités urbaine dans le Grand Nord d'Haïti	95,080,000	86,327,823	69,0
Composante 3 : Investissements prioritaires en eau potable, assainissement et l'hygiène dans des localités rurales dans le Nord D'Haïti	14,000,000	12,168,378	10,0
Total des composantes	119,100,000	117,037,712	94
Administration du Projet	5,900,000	5,530,666	4
Total	<u>125, 000,000</u>	<u>125, 000,000</u>	<u>100</u>

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consiste à réaliser l'audit des états financiers du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, géré par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accord de Don No. 4697/GR-HA, afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'état des montants reçus et des dépenses effectuées pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021 et l'état des investissements cumulés au 31 mars 2021.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit (NIA). Ces normes exigent : (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers ; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité d'Exécution, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit sont les suivants:

- A. Déterminer si les états financiers du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, géré par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accord de Don No. 4697/GR-HA, présentent fidèlement, à tous égards importants, pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021, les montants reçus et les dépenses effectuées du Projet, et les investissements cumulés au 31 mars 2021, conformément aux dispositions de l'Accord de Don et aux principes comptables applicables.

- B. Examiner et évaluer le système de contrôle interne afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C. Fournir des commentaires et observations sur les registres comptables, les systèmes et contrôles qui ont été examinés pendant l'audit.
- D. Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- E. Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Don ainsi qu'aux Lois et Règlements Applicables :

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la BID et, à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Projet et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Projet.
- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du projet est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés par la BID durant la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Projet.

Sorties de fonds

- Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques pour la sélection de l'échantillon des transactions choisies. La méthode d'échantillonnage est non statistique et les paramètres utilisés sont la taille de la population, le seuil de signification et le niveau d'erreur acceptable. La base de référence utilisée dans le calcul du seuil de signification est le total des dépenses encourues au cours de la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021 qui s'élève à \$ 2,795,055.
- Nous avons déterminé un seuil de signification de \$ 37,430 et un niveau d'erreur acceptable de \$ 28,073.

Nous avons effectué des procédures analytiques sur les salaires qui ont été testés à 100% pour un montant de \$ 646,631.

Afin de réduire les risques d'échantillonnage, nous avons utilisé un échantillon stratifié de la manière suivante : (i) les éléments de grande valeur par rapport au seuil de signification et les éléments importants, selon des critères qualitatifs, ont été pris isolément et examinés à 100% ; ces transactions sont au nombre de 12 et totalisant \$ 1,303,174 (ii) ; le nombre de transactions testées sur la population restante est limité à 25 conformément à notre manuel de procédure d'audit. Toutefois, nous avons effectué un nombre de 100 pour un montant de \$ 212,916.

Ainsi, la population des dépenses testées est de \$ 2,162,721 soit 77% de la population totale.

- Nous avons utilisé des procédures d'échantillonnage soit aux fins de corroboration, soit pour tester les contrôles clés selon le but du sondage. Sur la base d'échantillonnage décrit plus haut:
 - . nous avons vérifié que les paiements sont enregistrés dans la comptabilité du Projet et les registres financiers, selon les autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Don;
 - . nous avons vérifié que la documentation d'appui relative aux paiements effectués est fiable et adéquate pour supporter les montants relatifs aux investissements ou dépenses de Projet; et qu'elle est maintenue de manière appropriée dans les dossiers du projet;
 - . nous nous sommes assurés que les procédures d'achat utilisées sont conformes à de bonnes pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non – que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues ;
 - . nous nous sommes assurés que les biens et travaux acquis dans le cadre du Projet sont adéquatement sauvegardés et qu'un système d'inventaire des biens est en place et régulièrement mis à jour. Pour les contrôles d'utilisation finale nous avons effectué des visites de sites pour nous assurer de l'existence des biens et /ou de leur utilisation ;

- nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inadmissibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de Projet.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de biens, de services et travaux, soit 100% des marchés signés durant la période. Nous n'avons pas pu obtenir un tableau exhaustif des engagements de la période, incluant les contrats signés, les paiements effectués au cours de la période et les soldes dus au 31 mars 2021 par catégorie de marchés (biens, services et travaux). Notre sélection a été effectuée à partir d'un tableau de suivi des paiements sur contrats maintenu par la section comptabilité du Projet, ce qui ne garantit pas l'exhaustivité des données fournies en termes d'engagements pour la période.

La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes : lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.

- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés (PPM) de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Dans le cas des contrats de construction, nous avons vérifié que: a) le paiement est stipulé par les clauses du contrat entre l'Entité et le constructeur et est accompagné d'un document approprié tel que facture, rapport de décompte des travaux, rapport de la firme de supervision et l'acte de réception définitif des travaux, le cas échéant; b) qu'il y a une cohérence entre le calendrier des pièces justificatives et la date de paiement; c) que la Banque a donné sa non objection aux documents, le cas échéant.
- Dans le cas des contrats de consultants, nous avons établi: a) l'existence d'un contrat valide selon des termes de référence approuvés par la direction du projet b) la preuve de l'approbation des travaux présentés par le consultant et leur cohérence avec le contrat et les Termes de Référence (TDR); c) dans le cas d'un paiement récurrent, l'existence de l'approbation de la Direction du Projet ou du niveau compétent, conformément au règlement d'opération, comme preuve des conditions pour les paiements récurrents.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marché relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marché, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archive des PM est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Projet afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Projet et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Don.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de remboursements qui sont présentées à la BID et déterminer si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

III. RÉSULTATS DE L'AUDIT

États financiers

À notre avis, à l'exception des faits mentionnés dans le paragraphe sur le « Fondement de l'Opinion avec Réserve », les états financiers du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, géré par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accord de Don No. 4697/GR-HA, présentent fidèlement, à tous égards importants les montants reçus et les dépenses effectuées pour la période allant du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021, et les investissements cumulés au 31 mars 2021, conformément aux dispositions de l'Accord de Don et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Contrôle Interne

Nous avons examiné et évalué le contrôle interne mis en place par la DINEPA à travers l'UEP de l'OREPA Nord dans le cadre de la gestion du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, afin d'apprécier les risques de non contrôle et de déterminer les procédures d'audit appropriées dans les circonstances, dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers du projet pour la période allant du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021 et non sur le contrôle interne.

Notre évaluation du contrôle interne de la DINEPA à travers l'UEP de l'OREPA Nord nous a permis de révéler certaines lacunes, qui à notre avis, constituent des faiblesses pouvant empêcher la direction d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la direction figurant aux états financiers.

Les situations à signaler énumérées dans le rapport sur le système de contrôle interne portent sur les lacunes relevées dans ce qui suit:

Faiblesses de contrôle interne considérées comme importantes:

- Le rapport d'audit semestriel n'as pas été soumis à la BID dans le délai établi (Résultat # 1)
- Certaines dépenses ne sont pas adéquatement supportées par des pièces justificatives et ont été récusées (Résultat # 2)
- L'avance de fonds de la BID n'a pas été justifiée dans les délais (Résultat # 3)
- L'archivage des documents de passation de marchés est inadéquate (Résultat # 4)
- Les avances liées aux activités du plan d'urgence sanitaire du Coronavirus (Covid 19) n'ont pas été intégralement justifiées (Résultat # 5)
- La gestion des interfonds n'est pas adéquate (Résultat # 6)
- L'allocation des coûts partagés n'est pas adéquate (Résultat # 7)
- Le système comptable n'est pas approprié (Résultat # 8)
- La gestion des équipements n'est pas bien maintenue (Résultat # 9)
- Les frais des missions doivent être mieux documentés (Résultat # 10)
- La mise à jour du tableau des engagements doit être effectuée sur une base régulière (Résultat # 11)
- Certaines dépenses n'ont pas été effectuées selon les procédures établies (Résultat # 12)

Faiblesses de contrôle interne non considérées comme importantes:

- Les comptes de banque doivent être détenus en fonction des utilités (Résultat # 13)
- L'évaluation de performance des employés ne se fait pas régulièrement (Résultat #14)
- Le temps de travail des employés au niveau de l'OREPA Nord n'est pas documenté (Résultat # 15)
- Les réconciliations bancaires ne sont pas toujours approuvées et datées (Résultat # 16)
- L'assurance OFATMA n'est pas payée pour les employés de l'UEP (Résultat #17)

Nous avons observé trois (3) situations relatives à la « Soumission du rapport d'audit annuel », aux « Dépenses récusées » et « Justification des avances » qui supposeraient des non-conformités avec les dispositions financières de l'Accord de Financement Non Remboursable No. 4697/GR – HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour la période allant du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021.

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

La Direction de la DINEPA n'a pris aucune mesure correctives suite aux recommandations faites au précédent rapport d'audit. Les faiblesses qui ne sont pas mises en application sont présentées dans les sections pertinentes de ce rapport.

I- CONTRÔLE INTERNE

Recommandation 1 - Le rapport d'audit semestriel n'est pas soumis à la BID dans le délai établi

Recommandations ont été faites à la Direction de la DINEPA :

- . d'assumer pleinement le suivi approprié du processus de passation et d'attribution des marchés.
- . d'effectuer une meilleure planification des activités du projet, pour s'assurer du respect des termes de financement.

En ce sens, le lancement des appels d'offres doit être effectué dans un temps raisonnable, pour que tout engagement soit signé en temps opportun, afin que tout livrable relatif aux activités du projet soit remis dans le temps imparti.

Situation Actuelle: Les recommandations n'ont pas été mises en application et sont reportées dans le présent rapport.

Recommandation 2 - La gestion des interfonds n'est pas adéquate

Recommandation a été faite à la direction de la DINEPA:

- . de prendre les mesures appropriées, afin qu'une meilleure planification des activités soient effectuées au niveau des UEPs des deux (2) projets Don No. (4697/GR-HA et 4353/GR-HA) et ainsi éviter cette pratique d'interfonds entre ces deux (2) entités, qui affectent la planification des avances de fonds de la BID.
- . d'effectuer au niveau de chaque projet, un relevé des transactions qui devraient être affectées à chaque projet. A partir de ces informations, des ajustements seraient portés au niveau de chaque projet spécifique et ainsi déterminer les interfonds à recevoir et à payer.

Situation Actuelle: Les recommandations n'ont pas été mises en application et sont reportées dans le présent rapport.

Recommandation 3 - Les avances liées aux activités du plan d'urgence sanitaire du Coronavirus (Covid 19) ne sont pas encore justifiées

Recommandations ont été faites à la Direction de la DINEPA de s'assurer que :

- . Les avances accordées font l'objet d'un suivi périodique, que ces dernières soient utilisées aux fins prévues, et qu'elles soient remboursées dans les meilleurs délais suivant leur utilisation ;

- . Tout livrable prévu dans le cadre d'un engagement doit être soumis à la direction du projet dans les délais établis et, des suivis doivent être effectués pour les engagements non respectés.

Situation Actuelle: Les recommandations n'ont pas été mises en application et sont reportées dans le présent rapport.

Recommandation 4 - Une dépense n'est pas adéquatement supportée

Recommandations ont été faites à la Direction de l'OREPA:

- . de s'assurer que les transactions encourues dans le cadre du projet sont documentées conformément aux procédures établies ;
- . d'obtenir les documentations manquantes pour les dépenses non adéquatement supportées, afin d'éviter qu'elles soient récusées et remboursées à la BID ;
- . d'utiliser un sceau payé pour annuler systématiquement toutes les pièces justificatives relatives à un paiement en indiquant le projet affecté, la date et le numéro du chèque afin d'éviter les doubles facturations et paiements.

Situation Actuelle: Les recommandations n'ont pas été mises en application et sont reportées dans le présent rapport.

Recommandation 5 - L'allocation des coûts partagés n'est pas adéquate

Recommandation a été à la direction de la DINEPA de mettre en place un système adéquat d'allocation de coûts indirects pour tous les financements reçus, qui permettrait un meilleur contrôle et gestion des activités des différents projets.

Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Recommandation 6 - Le système comptable n'est pas approprié

Recommandation a été faite à la direction de la DINEPA de prendre les mesures appropriées afin d'installer un logiciel comptable pour la gestion efficace du projet à l'unité d'exécution du projet (UEP). Un logiciel moins coûteux et qui remplacerait le fichier Excel pourrait être configuré de façon à générer les rapports en dollars.

Le logiciel ACCPAC pourrait continuer à être utilisé pour les besoins de consolidation des états financiers de la DINEPA.

Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Recommandation 7 – La gestion des équipements n'est pas bien maintenue

Recommandations ont été faites à la Direction de la DINEPA à travers l'UEP de l'OREPA Nord de:

- . maintenir un registre auxiliaire complet où sont consignés tous les matériels et équipements acquis avec les fonds du projet. Le registre auxiliaire devrait indiquer toutes les informations nécessaires sur l'acquisition (coût, date, location, référence) être mis à jour régulièrement et être disponible pour toute éventuelle vérification interne ou externe. Il devrait également faire l'objet de rapprochement entre les résultats de décomptes physiques périodiques et les informations figurant dans le registre des équipements.
- . codifier tous les équipements, afin de faciliter leur identification lors des décomptes physiques ;
- . faire le suivi du retour du matériel de bureau dont la spécification diffère de celle payée;
- . mettre en place un système de gestion adéquate pour l'utilisation des véhicules dans le cadre du projet. L'affectation des véhicules doit être documentée ;
- . maintenir un tableau de bord pour la gestion des véhicules affectés au service administratif.

Situation Actuelle: Les recommandation n'ont pas été mises en application et sont reportées dans le présent rapport.

Recommandation 8 - Les frais des missions doivent être mieux documentés

Recommandations ont été à la direction de la DINEPA à travers l'UEP de l'OREPA Nord, de renforcer les procédures relatives aux frais de mission. Une planification de mission devrait être préparée par le chef de mission ou le responsable concerné en faisant ressortir clairement les informations suivantes :

- . La date, la période, le lieu et le but de la mission ;
- . Les employés affectés à la mission, ainsi que leur rôle dans la mission ;
- . Les frais de perdiem, de nourriture et d'hébergement pour chaque employé.

Ce document servirait de budget de la mission qui pourrait être concilié avec les dépenses encourues.

À la fin de la mission, les parties concernées soumettraient leurs rapports ou un rapport consolidé, car tous les employés ne sont pas assujettis à soumettre un rapport, comme par exemple le chauffeur.

Situation Actuelle: Les recommandations n'ont pas été mises en application et sont reportées dans le présent rapport.

Recommandation 9 - La mise à jour du suivi des engagements doit être effectuée sur une base régulière

Recommandation a été faite à la Direction de l'UEP de l'OREPA Nord de procéder à la mise à jour régulière du tableau des engagements. La mise en œuvre de cette recommandation requiert une collaboration étroite entre la Coordination.

Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Recommandation 10 - La gestion des comptes de banque doit être effectuée correctement

Recommandation a été faite aux directions de la DINEPA et de l'UEP de l'OREPA Nord de s'assurer qu'aucun compte de banque non nécessaire ne soit maintenu dans le cadre du projet, cela éviterait des coûts de frais de banque non nécessaires.

Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Recommandation 11 - L'évaluation de performance des employés ne se fait pas régulièrement

Recommandation à la Direction de la DINEPA à travers l'UEP de l'OREPA Nord de procéder à une évaluation annuelle des employés afin d'obtenir une base pour toute augmentation effectuée et de les maintenir dans les dossiers de personnel.

Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Recommandation 12 - Les feuilles de présence ne sont pas signées par les employés

Recommandation a été faite à la Direction de l'UEP de l'OREPA Nord de s'assurer que des feuilles de présence soient signées par les employés du projet dans le but de documenter et d'étayer adéquatement le salaire payé.

Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Recommandation 13 - Les réconciliations bancaires ne sont pas approuvées et datées

Recommandation a été faite à la direction de l'UEP de l'OREPA Nord de renforcer les procédures de préparation et de révision des réconciliations bancaires, en s'assurant que les dates correspondantes sont clairement portées sur les réconciliations bancaires, ce pour indiquer qu'elles ont été préparées et révisées en temps opportun.

Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Recommandation 14 – Le paiement de l'Assurance OFATMA doit être versé mensuellement

Recommandation a été faite à la Direction de DINEPA de s'informer des lois du code du travail relatives aux assurances d'accident de travail OFATMA, puis prendre des mesures nécessaires, afin de se conformer aux prescrits des lois du travail haïtien, en payant les cotisations obligatoires. Ceci éviterait des potentiels conflits au cas où un accident surviendrait sur les lieux du travail.

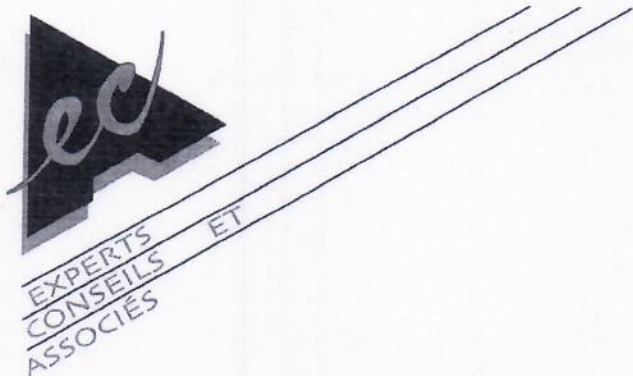
Situation Actuelle: La recommandation n'a pas été mise en application et est reportée dans le présent rapport.

Commentaires de la Direction

La Direction de la DINEPA a soumis ses commentaires qui ont été inscrits aux sections appropriées du rapport, après chaque recommandation.

Experts Conseils et Associés
Comptables Agréés





MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES
ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)
ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, géré par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accord de Don No. 4697/GR-HA, qui sont composés de: l'état des montants reçus et des dépenses effectuées pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021, l'état des investissements cumulés au 31 mars 2021, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des faits mentionnés dans le paragraphe sur le « Fondement de l'Opinion avec Réserve », de notre rapport, les états financiers ci-joints du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, géré par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) / Accord de Don No. 4697/GR-HA pour la période

allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021, ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux normes générales applicables aux opérations de coopérations techniques non remboursables de l'Accord de Don, aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la clause 5.03 de l'Accord de Don conclu entre par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP), et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et au Manuel destiné à la préparation des rapports financiers et à la gestion de l'audit interne des opérations financées par la BID, telles que décrites à la note 2.

Fondement de l'opinion avec réserve

Nous avons noté que des dépenses totalisant un montant de \$ 1,271,514, telles que présentées à la Note 7, ne sont pas adéquatement supportées et certaines n'ont pas été justifiées par la BID au 31 mars 2021.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (NIA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, Accord de Don No. 4697/GR-HA, géré par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP), conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Outre les problèmes décrits dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve», nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, Accord de Don No. 4697/GR-HA, de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées dans l'Accord de Don susmentionné. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre.

Notre rapport est destiné uniquement à la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'Unité d'Exécution du Projet de l'OREPA Nord (UEP) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cependant ce document peut devenir un document public, auquel cas sa distribution ne sera pas limitée. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'Accord de Don No. 4697/GR-HA, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Programme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Programme.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Experts Conseils et
Comptables Agréés
Pétion-Ville, le 5 août 2021



PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES
ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI

18

GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)

ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ÉTAT DES MONTANTS REÇUS ET DES DÉPENSES EFFECTUÉES

Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Notes	Cumulés au 30 septembre 2020	Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021	Cumulés au 31 mars 2021
Montants Reçus				
Décaissements de la BID	(Note 5)	\$ 3,348,892	\$ 749,847	\$ 4,098,739
Total des Montants Reçus		<u>3,348,892</u>	<u>749,847</u>	<u>4,098,739</u>
Dépenses Effectuées				
Requête # 1	(Note 10)	-	-	-
Dépenses en attente de justification (Requête No3)		952,197	-	952,197
Dépenses paiement direct (Requête No 2)		-	749,847	749,847
Dépenses en attente de justification (Requêtes Nos 4 & 5)	(Note 7)	-	1,382,706	1,382,706
Dépenses non justifiées ou récusées	(Note 7)	65,280	408,210	473,490
Dépenses non encore soumises (Requête No 6)	(Note 8)	-	254,292	254,292
Total des Dépenses Effectuées		<u>1,017,477</u>	<u>2,795,055</u>	<u>3,812,532</u>
Excédent des montants reçus sur les dépenses effectuées (des dépenses effectuées sur les montants reçus)		2,331,415	(2,045,208)	286,207
Avances aux OREPAs		(1,298,275)	1,063,892	(234,383)
Encaisse, au début de l'exercice		-	1,114,490	-
Redressement de conversion de devises	(Notes 2 & 6)	81,350	(68,435)	12,915
Encaisse, à la fin de l'exercice	(Note 3)	<u>\$ 1,114,490</u>	<u>\$ 64,739</u>	<u>\$ 1,179,229</u>

Sindy Fanah Bypien
Coordonnateur Général du Projet

Francilo Docteur
Spécialiste Financier du Projet

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)
DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)
PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES
ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)
ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA
DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS
AU 31 MARS 2021
(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

19

	INVESTISSEMENTS		
	Cumulés au 30 septembre 2020	Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021	Cumulés au 31 mars 2021
	BID	BID	TOTAL
Amélioration secteur Gestion CTE	\$ 249,178	\$ 566,172	\$ 815,350
Investissement eau urbaine Nord	46,180	129,969	176,149
Investissement Eau rurale Nord	-	-	-
Administration du projet	312,596	285,176	597,772
Appui Urgence Covid 19	409,523	1,813,738	2,223,261
TOTAL	\$ 1,017,477	\$ 2,795,055	\$ 3,812,532

Sindy Farnach Gyprien
 Coordonnateur Général du Projet

Francilo Docteur
 Spécialiste Financier du Projet

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

À TRAVERS L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)

PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI

ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

Pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. DESCRIPTION DU PROJET

Le 15 mars 2019, la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un Accord de Don No. 4697 / GR-HA pour coopérer à l'exécution du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti. Le projet est devenu éligible au premier décaissement en date du 20 avril 2020 et est exécuté par la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) à travers l'UEP évoluant sous le contrôle de l'OREPA Nord. Le projet est prévu pour une durée de six (6) ans.

L'organisme d'exécution du Projet est la Direction Nationale de L'Eau Potable et de L'Assainissement (DINEPA) qui est placée sous la tutelle du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), à travers l'Unité d'Exécution du Projet (UEP) basée dans le Nord par délégation de gestion à l'Office Régional d'Eau Potable et D'Assainissement Nord (OREPA-Nord). Un manuel d'Operations est défini pour la gestion du projet, spécifiant les responsabilités de chaque partie et les procédures administratives et financières.

Les Offices Régionaux d'Eau Potable et D'Assainissement (OREPA) sont des entités publiques relevant de la DINEPA, créées en vue d'assurer l'exploitation commerciale et opérationnelle des systèmes d'eau et d'assainissement. Une Unité d'Exécution du Projet (UEP) est constituée au niveau de l'OREPA Nord pour l'exécution du Projet d'Eau, d'Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti/ Accord de Don No. 4697/GR-HA.

L'objectif du Projet est d'améliorer les conditions de vie des ménages en termes d'accès aux services de base dans le Grand Nord d'Haïti via (i) le renforcement de la régulation du secteur en accentuant sur la gestion et de gestion technique et commercial des Centres Techniques d'Exploitation (CTE), (ii) l'augmentation de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement, et aux pratiques d'hygiène des résidents urbains ; et (iii) l'augmentation de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement, et aux pratiques d'hygiène des résidents ruraux.

Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le projet comporte les trois (3) composantes suivantes:

Composante 1. Amélioration de la régulation du secteur et de gestion technique commerciale des CTE

Cette composante financera le renforcement, de manière équitable, de la régulation et la gestion des structure prestataires de services d'eau et d'assainissement à travers une réorganisation et la mise en place d'une assistance technique au bénéfice du CTE du Cap-Haitien ; (ii) un appui à la supervision en matière de gestion de ce contrat par l'OREPA Nord pour le compte de la DINEPA ; (iii) des campagnes de communication pour améliorer la transparence au niveau du secteur et, informer la population du coût des connexions et de l'existence d'un numéro de service à la clientèle pour adresser leurs plaintes et demander des informations ; (iv) la conception de mise en œuvre d'un plan de monitoring des eaux exploitées ; (v) un objet pilote de formation et d'accès au microcrédit pour les femmes appuyant leurs engagement comme opératrices ; (vi) l'élaboration d'une stratégie d'assainissement pour les zones urbaines d'Haïti qui s'inspirera d'expériences de projets pilotes ; (vii) un appui matériel, technique et financier aux CTE, à l'OREPA Nord, à la DINEPA et aux Unités Rurales Départementales (URD) pour renforcer leurs capacités; et (viii) un appui à la gestion de l'informalité sectorielle.

Composante 2. Investissement prioritaires en Eau Potable, en Assainissement et Hygiène dans les localités urbaines dans le Grand Nord d'Haïti

Cette composante financera l'amélioration de l'accès aux services d'eau gérés de manière sécurisée au Cap-Haitien, aux Gonaïves et dans d'autres villes du Nord d'Haïti. Selon la modalité de Programme à travaux multiples (PMT), l'échantillon du PMT est constitué des infrastructures d'approvisionnement au Cap-Haitien et correspond à environ 52% du financement de cette composante. Les travaux suivants de l'échantillon seront financés: (i) environ 256 km de réseaux d'eaux potable ; (ii) environ 11 KM de lignes de décharge ; et (iii) l'équipement de la perforation des forages. La composante financera également des travaux de densification de réseaux qui seront réalisés en régie avec l'appui d'une firme de consultation aux CTE de Ouanaminthe, des Cayes, de Port-de-Paix et de Jacmel. Les autres projets que cette composante financera, devront satisfaire les critères d'éligibilité prévus dans la clause 4.08 (a) des Dispositions particulières.

Dans le cadre de cette composante, des projets pilotes d'assainissement, y compris la réalisation de réseaux d'assainissement ainsi que l'amélioration des installations sanitaires dans les bâtiments publiques du Cap-Haitien seront également financés.

Composante 3. Investissement prioritaires en eau potable, assainissement et Hygiène dans les localités rurales dans le Nord d'Haïti

Cette composante financera, selon la modalité PMT, l'amélioration de l'accès de la population rurale aux services d'eau et d'hygiène élémentaires et la réduction du taux de défécation plein air via une intervention dans environ 32 section communales qui constituent l'échantillon. Les travaux d'infrastructure, à exploiter et à entretenir qui seront financés comprennent : (i) la protection des sources ; (ii) la réhabilitation d'environ 43 petits aqueduc ruraux par gravitation; (iii) le renforcement de département hydro géographique de la DINEPA ; et (iv) la construction et la réhabilitation en régie d'environ 148 puits à pompe manuelle. Les autres projets que cette composante financera devront satisfaire les critères d'éligibilité prévus dans la Clause 4.08(b) des Dispositions particulières. Cette composante financera également le renforcement des capacités de gestion et d'assistance technique aux projets ruraux de l'OREPA Nord.

Administration du Projet

Le projet financera : (i) l'Unité d'exécution du Projet (UEP) au sein de l'OREPA Nord incluant le personnel nécessaire pour l'exécution du projet ; (ii) les coûts des évaluations du Projet, ainsi que des audits externes ; et (iii) un mécanisme de gestion des griefs et plan de dialogue avec les parties prenantes.

Coût du projet et sources de financement

Le coût total du projet est estimé à cent vingt- cinq million de Dollars (125, 000, 000 USD). Une réallocation des lignes budgétaires a été effectuée pour répondre au plan de préparation et de réponse au programme d'urgence pour lutter contre le COVID 19. Un récapitulatif des coûts ventilés du Projet par catégorie d'investissement est présenté dans le tableau ci-dessous:

**Coût et Financement
(en USD)**

Composantes	Budget initial	Budget réalloué	%
Composante 1 : Amélioration de la régulation du secteur et de la gestion technique et commercial des CTE	10,020, 000	18,141,511	15,0
Composante 2 : Investissements prioritaires en eau potable, Assainissement et hygiène dans les localités urbaine dans le Grand Nord d'Haïti	95,080,000	86,327,823	69,0
Composante 3 : Investissements prioritaires en eau potable, assainissement et l'hygiène dans des localités rurales dans le Nord D'Haïti	14,000,000	12,168,378	10,0
Total des composantes	119,100,000	117,037,712	94
Administration du Projet	5,900,000	5,530,666	4
Appui urgence COVID 19	-	2,831,622	2
Total	<u>125, 000,000</u>	<u>125, 000,000</u>	<u>100</u>

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des décaissements sur compte (dénommés Avances de Fonds) et des paiements directs effectués par la BID.

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, biens et services. Ils sont présentés dans un rapport séparé à titre d'information.

Monnaies

Les livres du projet sont tenus en gourdes et en dollars et, les états financiers sont présentés en dollars américains.

Les décaissements en gourdes sont convertis en dollars américains, en tenant compte des taux de change utilisés lors des différents virements, selon la méthode d'épuisement successif et, au prorata du solde en banque obtenu suite à toute nouvelle vente de devises. Les taux ainsi calculés ont varié de G 66.6031 à G 79.88 pour la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021.

Le solde de l'encaisse en Gourdes au 31 mars 2021 a été converti au taux de la Banque de la République d'Haïti, en vigueur à cette date, soit G 79.8758 pour un (1) dollar américain. Le redressement résultant de cette conversion est présenté séparément à titre de composante de l'encaisse.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, exécuté par la DINEPA, qui est un organisme sous la tutelle du Ministère des Travaux Publics Transports et Communications, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et des contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

3. ENCAISSE

Le solde de l'encaisse au 31 mars 2021:

Au 31 mars 2021					
			Gourdes converties en Dollars US	Dollars US	Total Dollars US
	Gourdes				
Banque Dollars DINEPA 1212733642	G	-	\$ -	\$ 530	\$ 530
Banque Dollars OREPA 111073948		-	-	41,243	41,243
Banque Gourdes DINEPA 11073632		239,778	3,002	-	3,002
Banque Gourdes OREPA 121273958		1,594,680	19,964	-	19,964
	G	1,834,458	\$ 22,966	\$ 41,773	\$ 64,739

4. RÉCONCILIATION DES MOUVEMENTS SUR LES COMPTES DÉSIGNÉS AU 31 MARS 2021

Le solde des comptes désignés au 31 mars 2021 d'un montant de \$ 64,739 se résume comme suit:

.	Solde des comptes désignés au 30 septembre 2020	\$ 1,114,490
	<i>Total des fonds disponibles sur les comptes désignés</i>	<u>1,114,490</u>
a)	<i>Montants dépensés sur les comptes désignés:</i>	
.	Dépenses totales de la période	(2,795,055)
.	Paievements directs de l'exercice	<u>749,847</u>
	<i>Total des montants dépensés sur les comptes désignés</i>	<u>(2,045,208)</u>
b)	Mouvement de l'exercice des avances aux OREPA	1,063,892
c)	Redressement de conversion de devises de l'exercice	<u>(68,435)</u>
	Solde des comptes désignés au 31 mars 2021	<u>\$ 64,739</u>

5. DÉCAISSEMENTS DE LA BID

Au 31 mars 2021, dans le cadre du Projet d'Eau, Assainissement et Hygiène en Zones Urbaines, Périurbaines et Rurales du Grand Nord d'Haïti, Accord de Financement Non Remboursable No. 4697/GR – HA, la BID a contribué au projet un montant total de \$4,098,739 soit 3% du montant prévu à sa participation au projet:

	Au 30 septembre 2020	Pour la période allant du 1 ^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021	Total au 31 mars 2021
. Contributions directes projet	\$ 3,348,892	\$ -	\$ 3,262,293
. Paiements directs	-	749,847	749,847
Total	<u>\$ 3,348,892</u>	<u>\$ 749,847</u>	<u>\$ 4,098,739</u>

6. REDRESSEMENT DE CONVERSION DE DEVISES AU 31 MARS 2021

Le total des redressements de conversion de devises au 31 mars 2021 se présente comme suit:

. Redressement de conversion au 30 septembre 2020	\$ (81,350)
. Redressement de conversion de la période allant du 1 ^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021	<u>(68,435) ⁽¹⁾</u>
Redressement de conversion au 31 mars 2021	<u>\$ (12,915)</u>

⁽¹⁾ Le redressement de conversion de devises de la période allant du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021 d'un montant de \$ (68,435) est déterminé comme suit :

Mouvement de Trésorerie de l'exercice terminé au 31 mars 2021				
	Gourdes	Gourdes Converties en		
	Gourdes	Dollars U.S	Dollars U.S	Total U.S
. Avance de fonds	G -	\$ -	\$ 749,847	\$ 749,847
. Transfert (Ventes de devises)	38,161,029	535,000	(535,000)	-
. Dépenses de l'exercice	(48,425,124)	(627,185)	(2,167,870)	(2,795,055)
. Avance aux OREPAS	-	-	-	-
. Justification Avance aux OREPAS			1,063,892	1,063,892
Solde de l'encaisse au 30 septembre 2020	<u>12,098,552</u>	<u>183,586</u>	<u>930,904</u>	<u>1,114,490</u>
Total au 31 mars 2021	<u>G 1,834,457</u>	<u>\$ 91,401</u>	<u>\$ 41,773</u>	<u>\$ 133,174</u>
Solde de l'encaisse au 31 mars 2021	<u>G 1,834,457 ⁽¹⁾</u>	<u>\$ 22,966</u>	<u>\$ 41,773</u>	<u>\$ 64,739</u>
Écart taux de change		<u>\$ 68,435</u>		

7. REQUÊTES DE JUSTIFICATION ET DÉPENSES RÉCUSÉES

Au 31 mars 2021, les dépenses récusées s'élèvent à \$ 1,271,514 pour justifications incomplètes, dont celles récusées par la BID totalisent un montant de \$ 473,490 et se rapportent aux requêtes Nos 3, 4 et 5. Elles se présentent comme suit:

REQUÊTES SOUMISES ET JUSTIFIÉES PAR LA BID					DÉPENSES RÉCUSÉES
1) <u>Dépenses Avril- Septembre 2020 justifiées par la BID au cours du semestre terminé au au 30 septembre 2021</u>					
Nos. Requêtes	Dépenses soumises	Resoumission de dépenses	Total requêtes	Dépenses justifiées	Dépenses récusées
3	\$ 1,017,477	\$ -	\$ 1,017,477	\$ 952,197	\$ 65,280
Total	\$ 1,017,477	\$ -	\$ 1,017,477	\$ 952,197	\$ 65,280
2) <u>Dépenses Octobre 2020 -Mars 2021 justifiées par la BID au cours du semestre terminé au 30 septembre 2021</u>					
Nos. Requêtes	Dépenses soumises	Resoumission de dépenses	Total requêtes	Dépenses justifiées	Dépenses récusées
4	\$ 1,638,964	\$ -	\$ 1,638,964	\$ 1,239,918	\$ 399,046
5	151,952	-	151,952	142,788	9,164
Total	\$ 1,790,916	\$ -	\$ 1,790,916	\$ 1,382,706	\$ 408,210
TOTAL	\$ 2,808,393	\$ -	\$ 2,808,393	\$ 2,334,903	\$ 473,490

8. DÉPENSES NON ENCORE SOUMISES

Au 31 mars 2021, les dépenses effectuées, non encore soumises à la BID par la DINEPA dans le cadre du projet, totalisent un montant de \$ 254,292 et représentent les dépenses encourues au cours la période allant du 1er octobre 2020 au 31 mars 2021 et qui ont été soumises, par la suite, à la requête No. 7.

9. AVANCES DE LA BID EN ATTENTE DE JUSTIFICATION

Au 31 mars 2021, l'intégralité des fonds avancés au projet est à justifier, soit \$3,348,892 tel que présenté à l'OPS 1.

10. SUIVI DE LA NUMÉRATION DES REQUÊTES

La requête No. 1 constitue une demande d'avance de fonds.

11. ÉTAT DES SOLDES BUDGÉTAIRES

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

12. RÉCONCILIATION PAR CATÉGORIE D'INVESTISSEMENTS ENTRE LES REGISTRES DU PROJET ET LES REGISTRES DE LA BID

La réconciliation du "Operational and Financial Executive Summary" (OPS1) avec le tableau d'Investissements est présentée à l'Annexe II.

13. TABLEAU DES ÉQUIPEMENTS

Au 31 mars 2021, dans le cadre du projet, des acquisitions de biens ont été effectués. Le tableau de ces équipements et matériels est présenté à l'Annexe III.

14. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2021, les engagements contractés dans le cadre du projet sont relatifs aux contrats de salaires.

15. ÉVÈNEMENTS SUBSÉQUENTS

En préparant les états financiers, la Direction de la DINEPA a examiné tous les événements connus qui ont pris place entre le 31 mars 2021 et le 5 août 2021, date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis. Sur la base de la revue des événements subséquents, nous n'avons relevé aucun impact sur les comptes.

ANNEXE I

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES

ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI

GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)

ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (BID)

SOLDES BUDGÉTAIRES

AU 31 MARS 2021

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	SOMMES BUDGÉTISÉES	INVESTISSEMENTS CUMULÉS AU 31 MARS 2021	SOLDES BUDGÉTAIRES AU 31 MARS 2021
Amélioration secteur Gestion CTE	\$ 18,141,511	\$ 815,350	\$ 17,326,161
Investissement eau urbaine Nord	86,327,823	176,149	86,151,674
Investissement Eau rurale Nord	12,168,378	-	12,168,378
Administration du projet	5,530,666	597,772	4,932,894
Appui Urgence Covid 19	2,831,622	2,223,261	608,361
TOTAL	\$ 125,000,000	\$ 3,812,532	\$ 121,187,468

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

ANNEXE II

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES, PÉRIURBAINES

ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI

GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)

ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

RÉCONCILIATION DU LMS 1 AVEC L'ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS

AU 31 MARS 2021

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

	BUDGET	DÉPENSES TOTALES AUX LIVRES	DÉPENSES PRÉSENTÉES AU LMS 1 AU 31 MARS 2021	DIFFÉRENCE
Amélioration secteur Gestion CTE	\$ 18,141,511	\$ 815,350	\$ -	\$ 815,350
Investissement eau urbaine Nord	86,327,823	176,149	-	176,149
Investissement Eau rurale Nord	12,168,378	-	-	-
Administration du projet	5,530,666	597,772	-	597,772
Appui Urgence Covid 19	2,831,622	2,223,261	749,847	1,473,414
TOTAL	\$ 125,000,000	\$ 3,812,532	\$ 749,847	\$ 3,062,685 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Cette différence est composée comme suit:

. Dépenses non encore soumises à la BID au 31 mars 2021	\$ 254,292
. Dépenses soumises et justifiées par la BID au cours de l'exercice subséquent (Requêtes Nos. 3,4 et 5)	2,334,903
. Dépenses soumises et recusées par la BID	473,490
TOTAL	\$ 3,062,685

ANNEXE III

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

DIRECTION NATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT (DINEPA)

PROJET D'EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE EN ZONES URBAINES,

PÉRIURBAINES ET RURALES DU GRAND NORD D'HAÏTI

GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU PROJET DE L'OREPA NORD (UEP)

ACCORD DE DON NO. 4697/GR-HA

DE LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

LISTE DES BIENS ACQUIS VIA FINANCEMENT DU PROJET

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021

CODE	DESCRIPTION	DATE D'ACHAT	LOCATION	RESPONSABLE
VEH4697-001	Acq. Toyota L.C/Matricule	4 Mai 2020	DINEPA CENTRALE	Guito Edouard, DG
VEH4697-002	Acq. Tucson/DM-00300	14 mai 2020	DINEPA CENTRALE	
VEH4697-003	Acq. Tucson/DM-00	14 mai 2020	OREPA NORD	Colo Jeff Schleiden, CPA
BUR4697-001	Remboursement depenses cheque 119	Septembre 2020	Finance	SF
BUR4697-002	Remboursement depenses cheque 119	Septembre 2020	Finance	Comptable
BUR4697-003	Remboursement depenses cheque 119	Septembre 2020	Section PM	SPM Senior
BUR4697-004	Remboursement depenses cheque 119	Septembre 2020	Section PM	SPM Junior
BUR4697-005	Remboursement depenses cheque 119	septembre		Colo
REF4697-001	Acquisition d'un réfrigérateur(SPIH /0042)	Juin 2020	Section Financière	AA/Sandra ANTENOR
REF4697-002	Acquisition d'un réfrigérateur (SPIH/0042)	Juin 2020		SINDY F. CYPRIEN
VEN4697-001	Achat de ventilateur	Juin 2020	La Finance	Comptable Jean Paul Ronald
VEN4697-002	Achat der ventilateur	Juin 2020	La finance	SF Francilo DOCTEUR
VEN4697-003	Achat de ventilateur	Juin 2020	Réception	Sandra ANTENOR

ANNEXE III

Scan4697-001	Achat de scanner Scan jet entreprise flow 7000 ck 0014	16/07/2020	Finances	Shamana, ASS.PM
Ext4697-001	Acquisition de backup external/ck0015	16/07/2020	UE	Taylord Wilbens/SPM junior
Ext4697-002	Acquisition external/ck/0015	16/07/2020	UE	Colo Schleiden/CPA
Ext4697-003	Acquisition external/Ck/0015	16	UE	Sindy Farrah Cyprien/CP
Imp4697-001	Acquisition imprim.HP pro9015 wireless	23/07/2020	UE	
ORD4697-001	Acquisition desktop 20 janvier02020	20 janvier 2021	UE/ Archives et Assistant PM	ANNE-SHAMMA LOUIDOR
ORD4697-002	Acquisition Desktop pour le projet	20 janvier 2021	UE/ AA	En stock
LAP4697-001	Acquisition LAPTOP pour le projet(ck/0051) à PC Express	20 janvier 2021		En stock
LAP4697-002	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En stock
LAP4697-003	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En stock
LAP4697-004	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-005	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En stock
LAP4697-006	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-007	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-008	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-009	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-010	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-011	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-012	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-013	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-014	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
LAP4697-015	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock

ANNEXE III

LAP4697-016	Acquisition LAPTOP pour le projet	20 janvier 2021		En Stock
IMP4697-004	Acquisition Imprimante TOCHIBA 330AC et 400 AC	20 Janvier 2021		En stock
MON4697-000	Acquisition de 20 Moniteur pour dextop	20 Janvier 2021		En Stock
UPS4697-000	Acquisition de 7 UPS(ck /0052	20/janvier 2021		Stock
EXT4697-000	Acquisition de 5 externals (CK/0052			
TEL4697-000	Acquisition de 3 télévisions (ck/0052)	20 Janvier 2021		En stock